

DES HABITANTS DE LA CITE DES BANANIERS BLOQUENT L'AUTOROUTE EST

“Nous voulons la construction d'une passerelle”

La mort, suite à un accident de la circulation du jeune Hadj Aïssa Youcef, la vingt-troisième victime depuis 1999, a provoqué une situation de colère généralisée des habitants de la cité des Bananiers sise dans la commune de Mohamadia. Jeudi dernier, tard dans la soirée et durant plus d'une heure, la rocade nord, reliant la sortie est de la capitale à Alger-Centre, était coupée à la circulation routière. Cette situation a été provoquée par des jeunes résidant dans cette cité, en guise de protestation contre les responsables concernés, “qui n'ont rien fait pour éviter que nos frères et enfants ne soient plus victimes de cette situation”.

En effet, la route bloquée à l'aide de troncs d'arbres, de poteaux d'électricité et de pierres intervient suite à la mort du jeune Youcef, âgé à peine d'une vingtaine d'années, renversé par un véhicule au moment où il traversait l'autoroute pour rejoindre Bab-Ezzouar. C'est à partir de cette localité, séparée de la cité des Bananiers, lieu de résidence de la victime, par deux routes à grande circulation que Youcef a voulu prendre un taxi pour rejoindre le domicile de ses grands-parents habitant Bab-El-Oued. A la cité des Bananiers réside sa famille, “à qui il a rendu visite pour la dernière fois”.

Le blocage de la circulation automobile n'a été rétabli qu'après l'intervention des éléments des URS. Ces derniers ont fait face à une pluie de jets de pierres de la part des manifestants, dont la principale revendication n'est autre que la “construction d'une passerelle pour éviter que d'autres personnes ne connaissent le même sort que Youcef”. A en croire des témoignages recueillis auprès des habitants de cette cité, “au moins 23 personnes toutes résidentes dans notre cité sont mortes suite à des accidents de la circulation routière”. “Pourquoi n'a-t-on pas prévu la construction d'une passerelle ? Chaque jour que Dieu fait, nous sommes exposés à une mort certaine.” Les habitants de cette cité de 30 000 âmes n'ont pas d'autres moyens pour rejoindre l'autre bout de la ville que de prendre le risque de traverser les deux autoroutes.

“Aujourd'hui, nous sommes 30 000, demain nous serons plus de 40 000 dans ce quartier et la suite vous la devinez. Et pourtant lors de la dernière campagne électorale des municipales, l'actuel président de l'APC s'est engagé à régler ce problème. Depuis rien n'a été fait.”

Le seul fait nouveau est que nous comptons nos morts dont le nombre est actuellement de 23. Aujourd'hui, il dit qu'il ne peut rien faire sous prétexte que cela ne relève pas de ses prérogatives. Pourquoi il s'est alors engagé à régler ce problème lors de la campagne électorale des dernières municipales ? Nous voulons qu'on nous construise une passerelle. C'est cela notre revendication. Pas plus”, s'est-on exclamé.

En effet, la cité des Bananiers située à la sortie est de la capitale, plus exactement dans la région de Bab-Ezzouar, est une nouvelle agglomération adjacente à l'autoroute menant vers l'aéroport. Réceptionnée en 1999, elle a été inaugurée en 2001 par le président de la République. Toutefois, à la différence des autres cités de la localité, les habitants des Bananiers se voient dans l'obligation de faire au moins deux kilomètres à pied pour arriver au centre-ville le plus proche en l'occurrence celui de Bab-Ezzouar. Face à cette situation, une grande partie de ces résidents prennent le risque de traverser l'autoroute ce qui provoque très souvent des accidents mortels. Selon eux, “la responsabilité incombe totalement au président de l'APC de Mohamadia qui n'a rien fait pour régler ce problème. Mieux, nos interlocuteurs diront que leur cité est dépourvue de tout. “Même pas un dispensaire, le stade de football dont les travaux sont terminés est toujours fermé, il n'y a ni mosquée ni marché.”

Le P/APC qui s'est déplacé ce jeudi sur les lieux des incidents rejette les accusations portées à son encontre. M. Chafaâ dira à ce sujet, que “je ne me suis jamais engagé sur la question”. Selon lui, “la cité des Bananiers est une localité considérée comme une urbanisation future qui a connu une transformation rapide. Une étude portant construction d'un échangeur est fin prête, mais qui ne relève pas de mes compétences. C'est une démarche sectorielle, alors que le wali d'Alger a ordonné l'ouverture de la RN24 qui permettra aux habitants des Bananiers de rejoindre l'autre côté de la ville de Bab-Ezzouar”. L'ordre donné par le wali d'Alger date de deux mois. Jusqu'à ce jour, dit-on, “rien n'a été fait”. Mais entre-temps, des Algériens continuent à mourir...

Abder Bettache

ECHAUFFOUREES A TAKRIETZ (BEJAIA)

Un officier de gendarmerie sanctionné

La région de Takrietz a vécu une journée des plus mouvementées avant-hier jeudi lorsque des gendarmes ont violemment tabassé un jeune citoyen de la localité avant de l'abandonner sur le bas-côté de la chaussée.

Selon nos informations recueillies sur place auprès des citoyens de la localité : “Les faits ont eu lieu aux environs de 8h30 au moment où des gendarmes relevant de la brigade d'Akbou se dirigeant vers Béjaia se sont acharnés sur un jeune adolescent épileptique. Après l'avoir tabassé à coups de crosse, ils l'embarquèrent dans leur véhicule pour le laisser sur leur chemin à 3km à la sortie du village avec comme seul tort celui d'avoir sifflé au moment du passage du convoi”, témoignent les mêmes citoyens.

Ce sont des passagers qui ont secouru la victime pour l'évacuer au service des urgences de l'hôpital de Sidi-Aich après avoir avisé les éléments de la Sûreté de la région de la localité, nous signalent d'autres habitants. Le certificat médical établi par le médecin de garde dont on a pu se procurer une copie fait état de “blessures volontaires ayant occasionné un traumatisme crânien et un traumatisme au genou droit à la victime”.

Atik Hamid, la victime en question, âgé à peine de 18 ans, ne pensait pas du tout qu'il allait vivre un véritable cauchemar en cette matinée glaciale de jeudi. Visiblement encore sous le choc, la jeune victime que nous avons rencontrée parmi les manifestants

a bien voulu revenir sur ce “quant d'heure d'horreur”.

“C'est vrai que j'ai sifflé au passage du convoi, mais je ne visais nullement les gendarmes, le convoi qui roulait lentement s'est brusquement arrêté, des gendarmes sont descendus pour m'embarquer dans leur véhicule. Arrivé à Maâkal (3 km du lieu de l'enlèvement ndr), trois gendarmes m'ont jeté par terre avant de m'assener plusieurs coups de crosse sur toutes les parties de mon corps pour m'abandonner ensuite sur le bas-côté de la chaussée”, poursuit-il.

A sa sortie de l'hôpital, la victime nous apprend qu'elle a été reçue par le colonel Dramchia Mohamed, premier responsable du groupement de la gendarmerie de Béjaia qui s'est déplacé au niveau de la brigade de Sidi-Aich afin de s'enquérir de la situation. Ce dernier a promis de sévères sanctions à l'encontre des auteurs de ces violences commises sur le jeune adolescent.

La nouvelle de ce passage à tabac commis par des gendarmes s'est propagée telle une traînée de poudre dans toute la région. La tension a atteint son paroxysme au début de l'après-midi de jeudi lorsque plusieurs centaines de personnes ont investi la rue pour observer un rassemblement de dénonciation contre ce qu'ils qualifient de “provocation” des éléments de la gendarmerie.

Les manifestants ont procédé à la fermeture à la circulation automobile de la RN26 traversant le village durant deux longues heures avant de

la rouvrir après que le premier responsable du groupement de la gendarmerie de Béjaia eut promis de se déplacer sur place afin de rencontrer les responsables du village. Le rendez-vous fut pris pour 17h00. Une délégation parmi les habitants de la localité s'est vite constituée pour le recevoir. “Le colonel de la gendarmerie est au niveau du commissariat de Sidi-Aich, il sera là dans moins de 15 minutes pour rencontrer une délégation d'une vingtaine de personnes”, annonce le chef de la Sûreté de la localité.

Après une attente vaine d'une demi-heure, la population décide une nouvelle fois de fermer l'axe routier à la circulation automobile vers 18h00 provoquant un bouchon sur plusieurs kilomètres. A vingt heures, le responsable de la gendarmerie arrive enfin sur les lieux pour discuter avec la population. A l'issue de sa rencontre avec la délégation du village qui aura duré 45 minutes, le colonel de la gendarmerie, après avoir présenté ses excuses à la population sur les “dépassements de certains de ses éléments” a tenu

à faire part des premières sanctions prises à l'encontre des coupables de cette agression à savoir l'arrestation de l'officier responsable du convoi en attendant les conclusions de l'enquête. Un dépôt de plainte devait également être déposé auprès du tribunal de Sidi-Aich contre les gendarmes auteurs de ces violences. Les parlementaires au nom de la population ont exigé la traduction des coupables dans les plus brefs délais devant la justice civile à Sidi-Aich. Dans la journée d'hier, un calme précaire régnait dans la localité où une assemblée générale des citoyens devait se tenir en fin d'après-midi de ce vendredi pour décider des actions à entreprendre pour que “justice soit rendue à leur enfant”.

Pour rappel, lors des sanglants événements du Printemps noir, Mesali Hafid, un autre adolescent, âgé à peine de 14 ans fut tué par des éléments de ce corps de sécurité devant la porte de son domicile parental dans la même localité.

A. K.

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le gouvernement étoffe la législation

Au menu du Conseil du gouvernement, tenu mercredi dernier, l'avant-projet de loi relatif à la corruption et présenté par le ministre de la Justice, garde des Sceaux. Le texte est ainsi destiné à doter la législation nationale en matière de lutte contre la corruption d'outils à même de faire barrière à ce fléau. L'avant-projet devrait par ailleurs doter l'Algérie de mécanismes prévus par la Convention des Nations unies contre la corruption d'octobre 2003. Le texte examiné prévoit en premier lieu des dispositions visant “l'intégrité et la transparence dans la gestion des affaires publiques ainsi que dans les rapports institutions publiques avec le citoyen”. Concernant ce dernier point, il s'agit notamment du recrutement de fonctionnaires et de la passation de marchés publics. Des dispositions sont également prévues dans le nouveau texte concernant le renforcement de la coopération internationale pour ce qui est du recouvrement d'avoirs à travers les mécanismes d'entraide judiciaire et de confiscation.

L'avant-projet de loi devrait permettre par ailleurs l'institution d'un organe central de prévention et de lutte contre la corruption avec pour missions principales l'élaboration et la proposition d'une stratégie de prévention et de lutte, de recueillir les déclarations légales de patrimoine des agents de l'Etat et enfin de susciter des enquêtes judiciaires et des vérifications relatives aux faits de corruption et infraction dont il est saisi.

Le texte examiné en première lecture par le Conseil du gouvernement devrait permettre l'aggravation des sanctions prévues par le code pénal contre la corruption et enfin l'instauration de nouvelles incriminations telles que l'enrichissement sans cause, la corruption dans le secteur privé, la non-déclaration d'infractions de corruption ainsi que le financement illégal de partis politiques et les fausses déclarations de patrimoine. En outre, le Conseil du gouvernement a adopté ce mercredi un décret préventif portant régime spécifique des relations de travail des personnels navigants, des navires de transport maritime, de commerce ou de pêche présenté par le ministre des Transports.

Le texte en question dote en fait les personnels navigants d'un statut adopté aux nouvelles normes introduites par les textes relatifs à l'autonomie des entreprises ainsi que par le code maritime adopté en juin 1998. Il s'agit ainsi de renforcer les droits des personnels navigants en ce qui concerne la durée de travail à bord des navires pêche, de rémunération et de congé. Les nouvelles dispositions répondent aux prescriptions de l'Organisation internationale du travail (OIT) pour ce qui est notamment de la protection des gens de mer.

Le décret exécutif vient ainsi dans un contexte où des gens de mer ont payé de leur vie les conséquences de conditions de travail bien en deçà des normes requises. Cela, alors que les moyens mis en œuvre pour améliorer la situation de cette catégorie de travailleurs restent nettement insuffisants.

F. Z. B.

PRESTATION DE SERMENT DE 120 ARCHITECTES

“Ce n'est pas facile, mais il faut se battre”

En attendant le congrès, le Conseil national de l'Ordre des architectes a organisé jeudi à la Bibliothèque nationale d'El-Hamma une prestation de serment au profit de 120 architectes et ce, en présence du représentant du ministre de l'Habitat, des futurs architectes et leurs parents.

Mohamed Djadi- Alger (Le Soir) - Mme Bouhired, la présidente de ce conseil, qui a tenu à rendre un grand hommage aux deux architectes Mahrouf Kaci, fondateur de l'Ordre, et Fouzia Asloun Vve Mahdi décédés récemment, a appelé les jeunes architectes à redoubler d'efforts afin d'affronter le marché de la construction. “Il est important pour nous de dépasser les querelles de clans. La réussite est au bout du chemin”, indiquera-t-elle. A cet effet, une cérémonie de remise de diplômes d'honneur sera organisée le 23 février 2005 au nouveau siège du conseil situé à La Casbah (Dar Souf) en hommage aux deux architectes décédés.

“Ce n'est pas facile, mais il faut se battre. Aujourd'hui, le maître-d'œuvre, c'est l'architecte. Le patron, c'est l'architecte. Il faut que vous soyez toujours présents dans toutes vos wilayas”, dira l'un des intervenants. En somme, le Conseil national de l'Ordre des architectes a rétabli la relation avec le Conseil national français et ce, avant de poursuivre ses relations avec les voisins du Bassin méditerranéen dont le Maroc et la Tunisie. Cependant, il est urgent de se pencher sérieusement sur le mode et la stratégie de la construction d'un million de logements.

Enfin, avant de passer à la cérémonie de prestation de serment qui s'est déroulée sous les applaudissements et les youyous, les deux plus jeunes architectes de la nouvelle promotion ont été invités au perchoir, à savoir Chahine Ladjouz et Lebsir Kahina. La présidente informera l'assistance qu'un colloque international sera organisé les 7, 8 et 9 avril prochain.

M. D.